

# LES JUIFS DE FRANCE ET L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2012

Philippe Vellila

**Le comportement électoral des Juifs de France en 2012 confirme le virage à droite observé depuis des années. Mais leur vote en faveur de Nicolas Sarkozy est un peu moins massif qu'en 2007, et ses déterminants sont bien différents : moins un vote d'adhésion que de résignation, voire de confusion de la part d'une communauté en désarroi.**

En 2012, les Juifs de France ont abordé l'élection présidentielle comme tous les autres Français : avec moins d'intérêt, et surtout moins d'enthousiasme qu'en 2007. À l'époque, un soutien massif des Juifs à Nicolas Sarkozy<sup>1</sup> anticipait et amplifiait la tendance nationale. Mais le président sortant a déçu, et ses électeurs juifs, comme les autres, exprimaient des doutes. C'est dans ce contexte d'incertitude qu'aurait pu s'imposer celui que tout le monde donnait déjà vainqueur un an à l'avance : Dominique Strauss-Kahn.

\*

## **DSK ou les occasions manquées**

Le 14 mai 2011, lorsque Dominique Strauss-Kahn est arrêté à New York, les Juifs de France perdent l'occasion de revenir sur le virage à droite observé depuis deux décennies. La candidature de Dominique Strauss-Kahn avait tout pour leur plaire. Son positionnement politique d'abord. Social-démocrate affirmé, il défend des vues plu-

tôt social-libérales en économie, notamment en matière de fiscalité, ce qui correspond bien à la sensibilité d'une communauté où les professions indépendantes (médecins, avocats, commerçants, artisans, consultants ...) sont surreprésentées. Sa judéité, partagée par son épouse, Anne Sinclair, militante communautaire de toujours, jouait un rôle évidemment décisif dans le choix électoral envisagé par nombre de Juifs de France. Du temps où sa carrière politique se déroulait en France, DSK avait multiplié les interventions en faveur des institutions communautaires, en premier lieu à Sarcelles, dont il fut maire et député. Pro-israélien, il en avait même rajouté dans ce domaine, en prononçant une phrase qui lui sera souvent reprochée. Pendant la guerre du Golfe, alors qu'Israël était bombardé par les Scud irakiens, Dominique Strauss-Kahn déclarait : « *Je considère que tout juif de la diaspora, et donc de France, doit, partout où il peut, apporter son aide à Israël. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il est important que les juifs prennent des responsabilités politiques. En somme, dans mes fonctions et dans ma vie de tous les jours, à travers l'ensemble de mes actions, j'essaie d'apporter ma modeste pierre à la construction d'Israël* » (*Passages* n° 35, février-mars 1991).

Le soutien des Juifs à une candidature de Dominique Strauss-Kahn avait donc une dimension ethnique marquée. On vit même pendant les premiers jours de l'affaire, se développer une véritable solidarité communautaire autour de l'accusé, en lui trouvant toutes les excuses et en évoquant même l'idée d'un complot. Certains ne manquèrent pas de relever que ses plus fidèles soutiens

1. Pour une approche détaillée, voir notre ouvrage *Les Juifs et la Droite*, Editions Pascal, Paris, 2010. Pour une approche synthétique, voir notre article dans cette même revue n° 14/2009, *Les Juifs de France et l'élection présidentielle de 2007*.

s'appelaient Robert Badinter, Bernard-Henri Lévy, Michèle Sabban ... Des médias communautaires, y compris ceux marqués à droite comme *Radio J* et *Actualité Juive*, rappelèrent combien Dominique Strauss-Kahn n'avait jamais ménagé son appui aux Juifs de France et à Israël. Las ! Les révélations de Tristane Banon et l'affaire du Carlton devaient ruiner dans la Communauté, comme ailleurs, l'image de l'ex-directeur général du FMI. Ainsi, les femmes juives, comme toutes les femmes, furent choquées par la révélation des frasques de celui qui prétendait aux plus hautes fonctions.

DSK éliminé, et la nature politique ayant horreur du vide, les Juifs ont très vite trouvé un autre héros à gauche en la personne de Manuel Valls, candidat à la primaire socialiste. Ce choix était intéressant. D'abord par ce que Manuel Valls n'est pas juif. Ce natif de Barcelone s'est néanmoins remarié avec une juive, Anne Gravoin, violoniste, et ne cache pas son philo-sémitisme. Manuel Valls, comme maire d'Évry, a su développer avec la petite communauté juive de sa commune des relations privilégiées, alors que rien ne l'y obligeait, les autres communautés étant bien plus nombreuses dans cette ville-carrefour des religions : sa cathédrale moderne, sa grande mosquée et son temple bouddhiste figurent parmi les plus importants lieux de culte en Europe. Manuel Valls, qui autrefois se revendiquait pro-palestinien, a aussi développé une capacité de compréhension, assez rare à gauche, des positions d'Israël. Enfin, Manuel Valls, bien avant 2012, a puissamment contribué à renouveler la pensée socialiste en matière de sécurité en préconisant la fermeté à l'égard des délinquants. Dans ce domaine, il a concrétisé cette approche d'abord comme maire, et désormais comme ministre de l'Intérieur, en luttant sans merci contre l'antisémitisme, ce qui lui vaut encore aujourd'hui d'être le *chouchou* de la communauté juive de France. Nul doute que

Manuel Valls, qui n'a pas abandonné ses ambitions présidentielles, pourra compter à l'avenir sur de nombreux soutiens dans la communauté juive. Mais cela ne signifie pas pour autant que la Communauté échappe aux sirènes de la droite, y compris celles de la droite extrême.

### La tentation FN

Le 14 mars 2011, l'Union des étudiants juifs de France organisait à la mairie du III<sup>e</sup> arrondissement de Paris un meeting dont l'intitulé pouvait surprendre : *Pas une voix juive pour le FN !* Le CRIF, le Consistoire, le FSJU, notamment, et des centaines de Juifs parisiens répondirent à l'appel, participation qui montrait que le risque était bien réel. Il est vrai que depuis quelque temps, certaines franges de la Communauté faisaient preuve d'une étrange complaisance à l'égard du Front national, de son idéologie, et de ses dirigeants. La question relève d'abord de l'idéologie. À l'occasion de son accession à la présidence du parti d'extrême droite, Marine Le Pen entreprit de « dédramatiser » le Front national, et engagea pour cela une entreprise de séduction des Juifs de France. Cette initiative avait deux dimensions. Une dimension nationale d'abord : en agitant la menace d'une France musulmane, le FN trouvait un écho dans les segments les plus extrêmes de la communauté juive. D'autant que, depuis le 11 septembre 2001, un discours sur les dangers de l'islamisation, très proche de celui du FN, développé par un certain nombre de dirigeants communautaires (comme Gilles-William Goldnadel) et d'intellectuels (Guy Millière en premier lieu) est fréquemment repris dans les médias juifs. Par ailleurs, les distances prises par Marine Le Pen à l'égard des déclarations de son père sur la Seconde Guerre mondiale faillirent lui ouvrir pour la première fois les portes d'un média juif : au printemps 2011, Radio J invita la présidente du

Front national dans son émission-phare, *Forum*. Mais cette initiative soulevant un tollé, y compris dans une partie de la rédaction de la station, l'émission fut déprogrammée. L'offensive de charme du FN en direction des Juifs de France comportait également une dimension internationale. Marine Le Pen ne parvenant pas à obtenir une invitation pour un voyage officiel en Israël, c'est son compagnon et numéro deux du Parti, Louis Alliot, qui s'y rendit. Mais il ne réussit pas à être reçu par des personnalités importantes. C'était sans compter sur l'aide de l'ambassadeur d'Israël à l'ONU, Ron Prosor, qui, le 3 novembre 2011, rencontra pendant 20 minutes Marine Le Pen. En dépit d'explications embarrassées – le ministère des Affaires étrangères israélien parla de « *malentendu* » – cette étrange affaire ne procédait ni d'une erreur ni d'une initiative personnelle de la part d'un diplomate expérimenté. Gageons que le gouvernement israélien voulait montrer au président français – dont on disait à l'époque qu'il pourrait être dépassé par la présidente du FN et ne pas figurer au second tour – que la candidature de Marine Le Pen ne devait pas souffrir d'ostracisme.

En réunissant près de 18 % des suffrages le 22 avril 2012, Marine Le Pen a largement gagné son pari de la dédramatisation du FN. Chez les Juifs aussi. Selon l'échantillon d'électeurs se déclarant de *confession juive* constitué par l'IFOP pour l'étude dont il sera question plus loin, 14 % des Juifs auraient voté pour Marine Le Pen le 22 avril 2012, contre 4 % pour son père 5 ans plus tôt. On observera aussi que chez les Français d'Israël, à Ashdod et dans un bureau de Netanya, la candidate du FN est arrivée en seconde position, devant François Hollande. On notera également qu'à cette occasion, une Union de Français Juifs fut constituée pour réunir les militants FN de la Communauté, et que le parti d'extrême droite par-

vint à trouver des candidats juifs comme Michel Thooris à Sarcelles, et Michel Ciardi dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le choix de ces circonscriptions ne devant rien au hasard. En tout état de cause, pendant la campagne, la question du vote « bleu marine » pollua le débat, éclipsant parfois le combat entre les deux principaux candidats.

### **François Hollande, judéo-compatible**

Quand François Hollande est désigné candidat du Parti socialiste lors de la « primaire citoyenne » le 16 octobre 2011, il bénéficie, bien plus que sa rivale Martine Aubry, d'une présomption de judéo-compatibilité. Le CRIF publiera le lendemain de sa désignation un communiqué d'un style inhabituel : « *Le CRIF, qui connaît de longue date le profond attachement de François Hollande au respect des individus dans leur diversité, espère qu'il fera valoir au cours de sa campagne présidentielle les sentiments d'amitié pour la communauté juive de France et de compréhension empathique vis-à-vis de l'État d'Israël qu'il a toujours manifestés jusqu'à maintenant* ». François Hollande put compter sur l'engagement de militants juifs impatients d'en finir avec l'image d'une Communauté vendue à la droite. Les organisations marquées à gauche mobilisèrent leurs troupes. Dès l'été 2011, à l'initiative de Patrick Klugman, ancien président de l'UEJF, l'association *Socialisme et Judaïsme* est réactivée. Plusieurs réunions et un appel aux Juifs de gauche connurent un succès d'estime. Sur le site de cette association, on rappelait l'engagement constant du candidat socialiste dans la lutte contre l'antisémitisme, et la modération dont il fit toujours preuve concernant le dossier israélo-palestinien. De façon plus surprenante, on vit des personnalités marquées à droite déclarer leur sympathie pour la candidature Hollande. Ainsi, dans le très à droite *Hamodia* (9 novembre 2011), le franco-israélien Emmanuel Navon, candidat

aux primaires du Likoud, sous le titre retentissant « *Sarkozy, c'est fini !* » faisait part de sa sympathie pour le « *modéré et conciliant* » François Hollande. Il est vrai que pour nombre d'électeurs juifs de Nicolas Sarkozy de 2007, les griefs s'accumulaient : vote en faveur de l'admission de la Palestine à l'UNESCO, propos *off* du président français traitant Binyamin Netanyahu de « *menteur* » ... Sans passer à gauche, des déçus du sarkozysme étaient prêts à faire preuve, à défaut d'un soutien explicite, d'une neutralité bienveillante à l'égard du favori des sondages. L'embellie devait être de courte durée.

### Le vote du CRIF

On ne souligne pas assez que le virage à droite des Juifs de France ne résulte en rien d'un phénomène de génération spontanée, mais d'un travail opiniâtre de la droite en direction de cette communauté. La gauche, en s'éloignant d'Israël, et en ne réagissant pas assez à la vague antisémite des années 2000, a certes ouvert la voie à ce virage à droite. L'évolution interne de la communauté – plus religieuse et vieillissante – a également facilité le succès des thèmes conservateurs. Mais rien n'aurait été possible sans un travail dans la durée et bien organisé. Au niveau des responsables politiques d'abord, avec l'engagement constant de personnalités comme Claude Goasguen, Christian Estrosi, Rudy Salles et Valérie Hoffenberg. Des intellectuels comme Raphaël Draï et Schmuël Trigano, des journalistes comme Clément Weill-Reynal, ont justifié sur le plan idéologique ce virage à droite. Dans la presse écrite, depuis la disparition de *Tribune juive*, et la fin programmée de *L'Arche*, *Actualité Juive*, proche du Likoud et de l'UMP, bénéficie d'un quasi-monopole. Les radios communautaires font preuve de plus d'impartialité à l'exception de Radio J. Les médias en ligne – *J Forum*,

*SarahJ Forum*, *Guysen.com* ... – qui diffusent largement et gratuitement le point de vue du gouvernement de Binyamin Netanyahu, et agitent en permanence le spectre de l'islamisation de la France, contribuent à la pénétration des thèses de la droite dans la Communauté profonde. D'autant que ce discours reçoit fréquemment le renfort du CRIF. Sous une apparente neutralité, le CRIF devait ainsi intervenir dans la campagne électorale en favorisant la droite, non pas ouvertement – ce serait avouer son inclination – ni même en discréditant la gauche, mais en jetant le doute sur ses pratiques. Ce fut d'abord l'affaire des députés juifs de Paris – en sus du départ de Tony Dreyfus, Danièle Hoffman-Rispal et Serge Blisko étaient éliminés au profit de candidats écologistes – alors que Daniel Goldberg en Seine-Saint-Denis et Julien Dray dans l'Essonne se voyaient préférés d'autres candidats à la candidature au sein du PS. Richard Prasquier s'empressa de s'interroger publiquement sur la raison de ces évictions, alors que les intéressés attestaient qu'il s'agissait là de cuisine électorale, leur judéité n'étant pas en cause. Mais le mal était fait. D'autant qu'au même moment le refus par la nouvelle majorité de gauche du Sénat d'accepter un marché militaire avec Israël, et l'emploi par le député socialiste Jean Glavany du mot « *apartheid* » à propos de l'État juif dans un rapport sur l'eau au Proche-Orient, étaient dénoncés par les institutions communautaires. Mais ces polémiques s'avérèrent bien anodines lorsque le 19 mars 2012, le ciel tomba sur la tête des Juifs de France.

Après avoir abattu trois militaires français à Montauban, Mohamed Merah, qui se réclamait d'Al Qaïda, tue quatre Juifs, dont trois enfants, devant l'école Ozar Hatorah à Toulouse, en déclarant vouloir venger les enfants de Palestine. La campagne électorale est suspendue. François Hollande est l'un des premiers à réagir et s'envole

immédiatement pour Toulouse où il rencontrera les familles des victimes et les dirigeants de la Communauté. Nicolas Sarkozy reprend sa posture de Président, et rend un hommage national aux militaires tués, cérémonie à laquelle assiste son principal concurrent, ainsi qu'Éva Joly et François Bayrou. Pour la communauté juive, cette tragédie eut des conséquences importantes mettant en évidence sa vulnérabilité. En premier lieu, la tuerie de Toulouse traduisait sur un mode paroxystique un phénomène inquiétant : la persistance dans les banlieues d'un antisémitisme systématique et violent. Commentant l'événement, l'islamologue Gilles Kepel soulignait à cet égard : « *Dans les banlieues, la figure du Juif est perçue comme celle de l'agresseur, lié à Israël par excellence, la victimisation passe par l'identification à la Palestine et le parallèle se fait de la manière suivante : le Palestinien est opprimé par l'État d'Israël comme les Musulmans par l'État français* » (*Le Nouvel Observateur*, 29 mars 2012). Cette attitude de jeunes musulmans, marginale mais préoccupante, devait se manifester dans le refus opposé par certains élèves d'observer la minute de silence décrétée dans toutes les écoles de France en hommage aux victimes. Dans les semaines qui suivirent, on constata une recrudescence des actes antisémites inspirés par une idéalisation – si l'on peut dire – de la tuerie, les agresseurs se revendiquant de Mohamed Merah. En second lieu, la tuerie de Toulouse révéla la faiblesse de la mobilisation militante dans la communauté juive. À l'exception d'un rassemblement de masse sur la place du Capitole à Toulouse, les manifestations furent bien clairsemées : à Paris, deux marches silencieuses, le soir de la tuerie et le dimanche suivant, ne réunirent que quelques milliers de personnes. Il faut dire que seules l'UEJF et les organisations antiracistes, soutenues par les partis de gauche, avaient appelé à manifester. Une grande manifestation qui

devait rassembler Juifs et Musulmans à l'appel du CRIF et du CFCM fut annulée lorsqu'on apprit que le tueur n'était pas un forcené d'extrême droite comme on l'avait supposé dans les premières heures qui suivirent le drame.

Sur un plan plus politique, contrairement à ce que l'on pouvait penser, la tuerie de Toulouse n'eut pas de conséquence pour la suite de la campagne présidentielle, sauf peut-être chez les Juifs, qui virent dans l'attitude du chef de l'État une raison de plus de le considérer comme un protecteur. Mais, en fait, leur choix était fait depuis longtemps.

### **Sarkozy ou la confusion des genres**

Dans la course à la présidentielle, Nicolas Sarkozy disposait chez les Juifs de France d'une longueur d'avance. Un avantage à l'ancienneté d'abord, puisqu'il courtise cet électorat depuis son premier mandat de maire de Neuilly (1983). Utilisant toutes les ressources de ses fonctions successives, il acquit un solide crédit dans la communauté juive lorsque, ministre de l'Intérieur entre 2002 et 2007, il lutta – non sans succès – contre la vague d'agressions antisémites qui, pour la première fois depuis la Shoa, faisait douter les Juifs de la protection qui pouvait leur être accordée en France. Dès cette époque, il faisait savoir aux dirigeants communautaires ses sentiments pro-israéliens, renforcés par une proximité idéologique et amicale avec Binyamin Netanyahu. Enfin, petit-fils d'un Juif de Salonique, il était vu par certains Juifs comme un cousin éloigné. Après son élection en 2007, Nicolas Sarkozy n'oublia pas de faire fructifier ce capital, notamment à l'occasion de son voyage réussi en Israël en 2008. Il reçut aussi fréquemment les dirigeants communautaires, et se rendit chaque année au dîner du CRIF, alors qu'auparavant cette manifestation était réservée au Premier ministre. Mais dans la dernière période, ces rela-

tions se distendirent. D'une part, on l'a vu, avec le vote de la France en faveur de l'admission de la Palestine à l'Unesco, Nicolas Sarkozy manifesta de façon éclatante qu'il n'était pas plus pro-israélien que ses prédécesseurs. D'autre part, des incidents comme le refus opposé aux étudiants religieux de disposer d'aménagements pour passer un concours à Pessah 2011, ou encore la polémique sur l'abattage rituel firent douter du philo-sémitisme du Président. Il faut dire que la remise en cause du hallal et du cachet atteignait les plus hauts sommets de l'État. Lancées par Marine Le Pen, les accusations de souffrances inutiles infligées aux animaux furent reprises le 6 mars 2012 par Premier ministre, François Fillon, dans une déclaration sidérante où il demandait aux responsables religieux de s'interroger sur le bien-fondé du maintien de « *traditions ancestrales* ».

Cette prise de distance des Juifs de France avec le président sortant était bien entendu renforcée par le désenchantement qui envahissait la sarkozye, toutes religions confondues. Mais la majorité des Juifs de France se résigna à choisir malgré tout Nicolas Sarkozy pour des raisons avouables et d'autres qui l'étaient beaucoup moins. Au titre des premières, figurait l'argument principal développé dans l'électorat sarkozyste selon lequel le Président avait tenu bon dans la tempête de la crise financière. De façon plus spécifique, les Juifs notaient qu'il avait continué à lutter contre les agressions antisémites, qui, du reste, régressaient sérieusement. Enfin, les attaques contre la gauche, très bien organisées dans les médias communautaires, laissaient penser qu'avec François Hollande ce serait pire, notamment pour Israël. Le sommet de la manipulation fut l'article donné entre les deux tours par Richard Prasquier, au journal israélien *Haaretz*. Dans cet article, le président du CRIF disait n'avoir pas de doute sur François Hollande, mais s'inquiéter de son alliance avec

les verts et les communistes, notamment avec Jean-Luc Mélenchon, très hostile à la politique d'Israël. L'argument porta, alors que – la suite devait bien le montrer – François Hollande ne dépendait pas d'EELV ni du Front de gauche, et surtout pas en matière de politique étrangère, qui sous la Ve République, est le domaine réservé du Président. Ironie de l'Histoire, le ministère des Affaires étrangères fut confié à un Juif, Laurent Fabius, et les deux écologistes membres du gouvernement, n'ont même pas leur mot à dire sur le Proche-Orient : Cécile Duflot, ministre de l'Égalité des territoires, s'occupe du Grand Paris et non du Grand Jérusalem, et Pascal Canfin, ministre du Développement, est concerné par l'avenir de l'Afrique et non par celui de la Palestine ! La dérive ne s'arrêtait pas là. De façon plus subreptice et non avouable, la suspicion entretenue à l'égard de la gauche participait d'une hostilité à l'égard des autres minorités, arabe et noire, qui soutenaient massivement le candidat socialiste. On touche ici à un sujet tabou dans la Communauté : le développement de 'réflexes Zemmour', autrement dit d'un racisme maladif de moins en moins dissimulé.

Tout cela se traduisit dans les urnes. L'adhésion à la candidature Sarkozy fut massive chez les Français d'Israël qui lui accordèrent 83,5 % dès le 1<sup>er</sup> tour, et 92 % au second tour. Il est vrai qu'avec un taux d'abstention de plus de 85 %, ces résultats n'ont que la valeur d'une orientation. Selon l'échantillon IFOP précité, en métropole, 63 % des électeurs se déclarant de *confession juive* votèrent pour le président sortant au second tour, soit 15 % de plus que la moyenne nationale, mais d'après nos estimations 10 à 15 % de moins qu'en 2007. Dans les villes françaises où l'électorat juif a un poids significatif, la tendance fut d'ailleurs moins nette qu'en 2007. Dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, dans les bureaux où les électeurs juifs sont nombreux, François Hollande arrivait aussi large-



ment en tête, mais avec une participation parfois un peu moins forte que dans le reste de l'arrondissement : des électeurs juifs désorientés ont sans doute renoncé à choisir. À Sarcelles, avec « seulement » 60 % des voix, François Hollande fait nettement moins bien que dans deux autres villes comparables de la même circonscription : 68 % à Villiers-le-Bel, et 72 % à Garges-les-Gonnesse. Du reste, dans plusieurs bureaux de vote où le nombre d'électeurs juifs est élevé, Nicolas Sarkozy arrive en tête. Mais à Créteil, le poids de la Communauté n'est pas perceptible : François Hollande y réalise plus de 61 %, un résultat très proche de celui d'une autre ville socialiste du Val-de-Marne, très comparable sur les plans sociologique et politique, mais avec beaucoup moins de Juifs, Alfortville, où il obtient un score identique. Le phénomène « vote juif » semble donc moindre qu'en 2007, et pourrait avoir seulement touché les Juifs les plus militants et les plus religieux (comme à Sarcelles), et un peu moins les communautés plus composites (comme dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement).

Cette hypothèse est voisine de celle développée par l'IFOP dans une étude réalisée sous la direction de Jérôme Fourquet en mars 2012 : *Des votes Juifs* (disponible sur Internet). Les auteurs déclarent : « *les données dont on dispose montrent que, si la droite bénéficie d'une large assise dans cet électorat, les autres familles politiques y sont également représentées, le « vote juif » n'est donc pas univoque* ». Mais le virage à droite, qui se serait produit avec la vague d'antisémitisme des années 2000 serait cependant net : « *Quoi qu'il en soit des différences de sensibilités politiques, le sur-vote en faveur de la droite parlementaire apparaît aujourd'hui comme une vraie singularité de l'électorat juif même si une part significative de cette catégorie de la population se reconnaît dans la gauche et principalement dans le PS* ».

L'étude pointe également un fait intéressant. La déception vis-à-vis de Nicolas Sarkozy entre le début et la fin de son quinquennat aurait été plus importante chez les Juifs que chez les autres Français : il perd 19 points chez les premiers contre 14 chez les seconds. On brûle toujours plus facilement les idoles que l'on a adorées.

\*

On ne soulignera jamais assez que le vote juif, en dépit de l'intérêt qu'il présente pour l'analyse, n'a strictement aucune influence sur les résultats nationaux. Pour une simple raison démographique : selon l'étude précitée, les électeurs juifs ne représenteraient que 0,6 % du total. Mais le vote juif exprime beaucoup de choses. Des données anciennes et bien connues comme la crainte de l'antisémitisme et la centralité d'Israël dans le vécu juif contemporain. Des phénomènes plus nouveaux et moins affichés comme une forme d'islamophobie, et, de façon inquiétante, une perméabilité aux idées d'extrême droite. Comme le déclare ironiquement Patrick Klugman, président de Socialisme & Judaïsme : « La communauté juive a perdu les élections ». Il est vrai que lors de scrutins décisifs comme en 1981 et 2007, les Juifs avaient anticipé et amplifié la tendance nationale. En 2012, ils ont fait l'inverse, leur manque de sens politique les conduisant à soutenir jusqu'au bout un candidat aux allures de *desperado*. Plus fondamentalement, les hésitations montrées par les Juifs de France face aux enjeux électoraux en 2012 traduisent une véritable désorientation, cet autre nom du désarroi.

Philippe VELILLA  
(11/07/2012)